

loin de donner son plein rendement. Nous nous sommes servis de cette méthode pour créer des emplois. De nos jours, toutefois, l'économie canadienne a presque réalisé son potentiel. Les prix montent. Les seules dépenses gouvernementales mettent sur le marché des centaines de millions de dollars que devront absorber les biens et les services.

Le ministre, l'autre soir, a semblé vouloir glisser sur le fait que le chômage soit de 3.5 p. 100 dans l'ensemble du Canada, de 2.5 p. 100 en Ontario et de 2.1 p. 100 dans les Prairies. Il n'a pas cité les chiffres établis pour la région atlantique. Il demeure que là-bas le chômage était de 6.5 p. 100 en 1966 et de 10.6 p. 100 pour le mois de mars, contre 3.9 p. 100 en Ontario pour le même mois. L'indice de chômage dans le Québec est à peu près le double et, dans les provinces atlantiques, à peu près le triple de celui de l'Ontario.

Le ministre a fait remarquer que les prix ont augmenté de 7.3 p. 100 en deux ans. Il est donc clair, monsieur l'Orateur, que le pouvoir d'achat du dollar s'amenuise. En même temps que les prix montent, le gouvernement doit concurrencer l'industrie privée et les hommes d'affaires sur le marché de l'argent, ce qui ne peut que hausser le coût des emprunts. Nous avons constaté récemment une légère stabilisation des taux d'intérêt et une faible augmentation des fonds disponibles pour les prêts. On peut aussi prévoir un accroissement du crédit bancaire et de la masse monétaire maintenant qu'on a permis aux banques à charte d'exiger un taux d'intérêt plus élevé. Cette tendance, qui stimule l'expansion économique, grâce à une plus grande capacité de production, doit un jour concurrencer le pouvoir d'accès du gouvernement aux mêmes fonds.

Qu'en sera-t-il donc? Tout simplement que les taux d'intérêt ne baisseront pas. Et il y aura une dépréciation des obligations et l'amollissement du marché des obligations de sociétés. Voici ce qu'on lisait dans la *Gazette* de Montréal du 3 juin, le lendemain de la présentation du budget.

La *Gazette* cite ces paroles d'un Montréalais:

● (3.20 p.m.)

Le gouvernement doit nécessairement prendre un grand nombre de nouvelles mesures de financement, cet été et cet automne...

Et, plus loin:

...et l'on avait l'impression de «marcher sur des coquilles d'œufs», pendant que le marché financier cherchait à connaître les intentions du gouvernement.

Le gouvernement fédéral fait concurrence à chaque homme d'affaires, à chaque fabricant qui veut emprunter de l'argent pour moderniser son usine, agrandir son affaire et créer de nouveaux emplois, à chaque détaillant dési-

reux d'emprunter de l'argent pour améliorer son local et élargir son stock, et à chaque citoyen qui veut emprunter pour acquérir une nouvelle maison ou envoyer ses enfants à l'université.

Je crois que la nécessité justifierait cette attitude, mais ces énormes dépenses gouvernementales sont inutiles.

Je respecte trop le ministre pour croire qu'il a balayé négligemment toute préoccupation quant à la provenance des fonds, bien que parfois, il semble avoir abandonné tout espoir, dans le sillage de ses collègues, partisans des dépenses illimitées. Par exemple, dans un passage de son discours, le ministre signale qu'un grand nombre de Canadiens essaient de profiter au maximum de la situation. D'après certains, a-t-il dit le gouvernement devrait réduire les dépenses et les impôts, mais il prêche ensuite pour son saint en déclarant que le Parlement approuve ces dépenses, et il a ajouté—un peu tristement, je crois—que de toute manière, nous n'avons pas le choix.

Nous ne pouvons nous permettre ces dépenses sans connaître la provenance des fonds. Le ministre est-il au courant de certaines tendances dont il n'a pas fait part à cette Chambre? Le ministre espère-t-il, grâce à l'Expo, une pluie d'or capable de rapporter des centaines de millions de dollars en devises étrangères et, partant, de pallier les besoins de notre pays en dollars des États-Unis? Si oui, qu'on nous le dise. Le ministre espère-t-il, par exemple, une transformation radicale des tendances, grâce à l'accord sur l'automobile conclu avec les États-Unis, et par suite, une amélioration importante de la position du Canada? Si oui, qu'on nous le dise. Le ministre espère-t-il des avantages grâce à une nouvelle vente de blé ou à une autre transaction? Si oui, qu'on nous le dise. Le ministre envisage-t-il, pour cet automne, un nouveau budget qui lui permettra d'accroître les impôts? Si oui, qu'on nous prévienne. Nous avons le droit de savoir si le ministre veut jouer au prestidigitateur et faire sortir des lapins d'un chapeau. Dans ce cas, qu'il les fasse sortir dès maintenant.

Monsieur l'Orateur, ce qui me préoccupe dans les girations financières du gouvernement, c'est sa parfaite indifférence lorsqu'il s'agit de dépenser l'argent du contribuable. On pourrait croire que le souci d'économie est passé de mode et les chiffres nous révèlent l'insouciance du gouvernement. Il est vrai que les divers ministres qui dirigent des départements y compris le premier ministre, ont formulé leurs exigences, mais ne peut-on pas freiner et ralentir dans ce domaine?

Je signalerai trois exemples qui témoignent une indifférence brutale envers l'argent des contribuables. En premier lieu, je prétends que le gouvernement a fait preuve d'extrava-